

## **Responsabilité civile générale – quelle est la différence entre les polices sur la base des réclamations et les polices sur la base des événements?**

---

**REMARQUE :** *Le présent document est purement descriptif. La couverture précise accordée dépend des modalités et des exclusions des polices émises. L'applicabilité de la couverture dépend des circonstances de chaque réclamation ainsi que de la couverture particulière fournie.*

Bien qu'il existe deux formes de couverture de responsabilité générale, historiquement, les polices sur la base des événements ont été utilisées pour la couverture de l'exposition au risque liée à la responsabilité civile produits, tandis que les polices sur la base des réclamations sont couramment utilisées pour la couverture de la responsabilité civile professionnelle et de la responsabilité civile des administratrices et administrateurs et des dirigeantes et dirigeants.

Fondamentalement, les polices sur la base des réclamations fournissent une couverture de responsabilité pour les réclamations faites pendant la durée de la police. Les sinistres déclarés après la fin de la période de la police ne sont **pas** couverts.

Les polices sur la base des événements couvrent les dommages corporels ou matériels qui surviennent pendant la période de la police, mais qui ne sont pas nécessairement déclarés pendant cette période. Les compagnies d'assurance peuvent devoir payer pour un sinistre des années après l'expiration de la police – c'est ce que l'on appelle un « sinistre à liquidation lente ». Cette liquidation lente peut entraîner des pertes importantes des années après les faits. Les primes perçues pendant la période de la police peuvent ne pas être suffisantes pour couvrir les sinistres.

Dans certains cas difficiles ou inhabituels de responsabilité civile produits, les compagnies d'assurance peuvent proposer des modalités de responsabilité civile générale sur la base des réclamations, plutôt que sous la forme plus habituelle de la responsabilité civile générale sur la base des événements. Cela permet aux compagnies d'assurance de facturer une prime qu'elles jugent plus adéquate pour l'exposition au risque et leur offre la possibilité de limiter leur risque de pertes à un an, plutôt que de risquer d'avoir à payer pour des sinistres à liquidation lente bien des années plus tard. Les compagnies d'assurance sont plus à même d'estimer avec précision la prime nécessaire pour couvrir les sinistres déclarés.

Bien que les primes sur la base des réclamations puissent présenter un avantage pour ce qui est de la tarification, il faut aussi tenir compte de certains inconvénients :

- Les sinistres doivent être déclarés pendant la période de la police, car ils ne seront **pas** honorés après la date d'expiration.
- **Tous** les sinistres et incidents doivent être déclarés dans les demandes de renouvellement, car les actes antérieurs connus sont exclus de la nouvelle période de la police. Les incidents pouvant donner lieu à un sinistre doivent être déclarés à la compagnie d'assurance dont la police arrive à échéance avant le renouvellement pour que la couverture soit maintenue. Si un incident connu n'est pas déclaré, la nouvelle compagnie d'assurance pourrait refuser de fournir toute couverture, y compris celle des frais de défense.
- Le passage d'une forme de police à une autre peut entraîner des complications. Si vous détenez une couverture sur la base des réclamations et que vous la renouvelez sous forme de couverture sur la base des événements, en cas d'écart, la couverture pourrait ne pas être fournie à moins que des dispositions spéciales aient été prises en vue de la couverture de ces actes antérieurs. Il y a un court délai (de 30 à 45 jours dans la plupart des cas) pour demander une extension de la période de déclaration de façon à couvrir une partie de cet écart – une prime supplémentaire s'applique. Il peut être nécessaire que cet avenant reste en vigueur pendant de nombreuses années, surtout si le produit est considéré comme dangereux. La prime que cela entraîne peut annuler la prime réduite facturée pour la couverture sur la base des réclamations au moment de l'entrée en vigueur.

Les polices sur la base des réclamations sont plus souvent proposées lors de cycles de marché plus difficiles dans l'industrie de l'assurance, car les compagnies d'assurance les considèrent comme un moyen d'offrir des couvertures qu'elles pourraient autrement devoir refuser, à des primes qui reflètent ce qu'elles estiment être l'exposition au risque pour une période limitée.